

TL.-
REPUBLIQUE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 97-213 DU 30 AVRIL 1997
portant transmission à l'Assemblée
Nationale, pour autorisation de
ratification, de l'Accord de Prêt
signé le 7 Février 1997 avec le Fonds
Africain de Développement (FAD) et
relatif au projet "Promotion des Acti-
vités Economiques des Femmes dans
le Département de l'Ouémé".

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

VU la Loi N° 90-032 du 11 Décembre 1990 portant Constitution de la
République du Bénin,

VU la Proclamation le 1er Avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des
résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 Mars 1996 ;

VU le Décret N°96-128 du 09 Avril 1996 portant composition du
Gouvernement ;

VU l'Accord de Prêt N°F/BEN/ACT-ECO-FEM/96/30 signé le 7 Février
1997 entre la République du Bénin et le Fonds Africain de Développe-
ment dans le cadre du projet "Promotion des Activités Economiques
des Femmes dans le Département de l'Ouémé" ;

SUR Proposition du Ministre des Finances

LE CONSEIL DES MINISTRES entendu en sa séance du 02 Avril 1997

.../...

D E C R E T E :

l'Accord de Prêt N°F/BEN/ACT-ECO-FEM/96/30 ci-joint, signé le 7 Février 1997, sera présenté à l'Assemblée Nationale, pour autorisation de ratification, par le Ministre des Finances, le Ministre du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi, le Ministre du Développement Rural, le Premier Ministre, chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale et des Relations avec les Institutions qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Dans le cadre de la réalisation du projet susvisé dont le coût global est de 1 643 810 000 F CFA, le Fonds Africain de Développement a consenti à notre pays un prêt dont l'Accord a été signé le 7 Février 1997. Les caractéristiques essentielles de ce prêt se présentent comme suit :

- Montant : 2 millions d'UC soit environ : 1 479 250 000 F CFA
- Taux d'intérêt : néant
- Commission de service : 0,75% l'an sur les montants non décaissés
- Durée d'amortissement : 50 ans dont 10 ans de différé
- Elément don : 86,44% : taux supérieur au plancher de 35% fixé par le Fonds Monétaire International
- Date de clôture du prêt : 31 Décembre 2002

.../...

A.- CONSISTANCE DU PROJET

Le projet s'exécutera selon les principales composantes ci-après :

A. 1.- LA PROMOTION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DES FEMMES

- sensibilisation et mobilisation des communautés de base sur les objectifs du projet ;
- mise en place d'un fonds de crédit d'environ 1 362 550 UC à prélever sur le montant du prêt et à rétrocéder par le Gouvernement à la Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel (FECECAM) ;
- préparation et instruction des dossiers de financement et suivi-encadrement des bénéficiaires et de leurs activités économiques.

A. 2.- LES PROGRAMMES INFORMATION EDUCATION ET COMMUNICATION (IEC) D'ALPHABETISATION ET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

- élaboration et exécution du programme d'IEC
- alphabétisation d'environ 124 000 femmes
- développement des compétences de 620 femmes adultes et 620 filles.

B.- OBJECTIF DU PROJET

Le projet vise à promouvoir les activités génératrices de revenus des femmes du Département de l'Ouémé et à développer leur niveau éducatif.

Au plan sectoriel, il permettra d'accroître la participation des femmes au développement socio-économique du pays.

.../...

Ce projet, dont le siège sera à Porto-Novo, couvrira la Circonscription Urbaine de Porto-Novo et les Sous-Préfectures d'Adjara, d'Akpro-Missérétié, d'Avrankou et de Sémé-Kpodji.

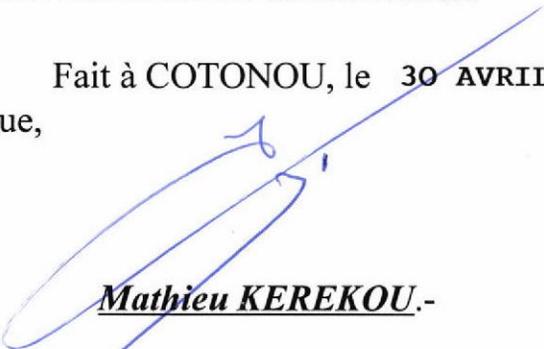
Au plan économique, l'accès au crédit que favorise le projet, permettra aux femmes de développer des activités génératrices de revenus et de contribuer ainsi à l'allègement de la pauvreté féminine.

Le programme d'alphabétisation ainsi que les activités d'IEC permettront d'améliorer le niveau éducatif et sanitaire des populations en vue de favoriser l'accroissement de la participation des femmes au développement socio-économique du pays. Enfin, le projet favorisera l'intégration des femmes en milieux rural et urbain au processus de développement national par le renforcement des structures à la base.

A la lumière de tout ce qui précède et afin de permettre l'accomplissement des habituelles formalités d'entrée en vigueur, nous avons l'honneur, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs, les Députés, de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée le présent Accord de prêt en vue d'en obtenir l'autorisation de ratification.

Fait à COTONOU, le 30 AVRIL 1997

Par le Président de la République,
 Chef de l'Etat,
 Chef du Gouvernement,

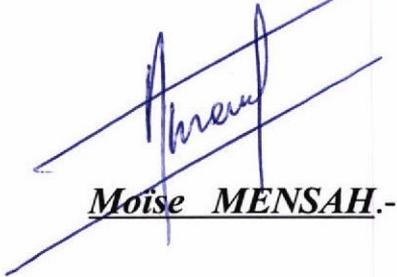

Mathieu KEREKOU.-

Le Premier Ministre, chargé de la Coordination
 de l'Action Gouvernementale et des Relations
 avec les Institutions,


Adrien HOUNGBEDJI.-

.../...

Le Ministre des Finances,



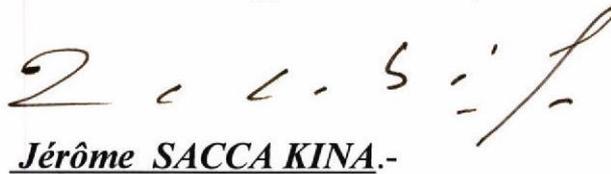
Moïse MENSAH.-

Le Ministre du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi,



Albert TEVOEDJRE.-

Le Ministre du Développement Rural,



Jérôme SACCA KINA.-

Ampliations : PR 6 AN 85 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 PM 4 MF 4 MDR 4 MPREPE 4 JO 1.-

TMJ.-
REPUBLIQUE DU BENIN

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI N°

portant autorisation de ratification de
l'Accord de Prêt signé le 07 Février 1997
entre le Fonds Africain de Développement
(FAD) et le Gouvernement de la République
du Bénin et relatif au financement du Projet
de Promotion des Activités des Femmes dans
le Département de l'Ouémé.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a délibéré et adopté en sa séance
du.....

la Loi dont la teneur suit,

Article 1er.- Est autorisée la ratification par le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, de l'Accord de Prêt précité, signé le 07 Février 1997 avec le Fonds Africain de Développement (FAD) dans le cadre du financement du projet de Promotion des Activités des Femmes dans le Département de l'Ouémé pour un montant de deux millions (2 000 000) d'Unités de Compte soit environ un milliard quatre cent soixante dix-neuf millions deux cent cinquante mille (1 479 250 000) Francs CFA.

Article 2.- La présente Loi sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à PORTO-NOVO, le
Le Président de l'Assemblée Nationale,

Bruno AMOUSSOU.

ACCORD DE PRET
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN
ET
LE FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

(PROJET DE PROMOTION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DES
FEMMES DANS LE DEPARTEMENT DE L'OUEME)

ACCORD DE PRET
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN
ET
LE FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

(PROJET DE PROMOTION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DES
FEMMES DANS LE DEPARTEMENT DE L'OUEME)

No. F/BEN/ACT-ECO-FEM/96/30

Le présent ACCORD DE PRET (ci-après dénommé "l'Accord") est conclu le 05 Mars 1996 entre le Gouvernement de la République du Bénin (ci-après dénommé "l'Emprunteur") et le FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT (ci-après dénommé "le Fonds").

1. ATTENDU que l'Emprunteur a demandé au Fonds de financer la totalité des coûts en devises et une partie des coûts en monnaie locale du projet de promotion des activités économiques des femmes dans le département de l'Ouémé (ci-après dénommé "le Projet"), en lui accordant un prêt jusqu'à concurrence du montant stipulé ci-après ;
2. ATTENDU QUE, le projet est techniquement réalisable et économiquement viable;
3. ATTENDU QUE la Cellule d'Exécution du Projet (ci-après dénommée "la CEP") au sein du Ministère du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'emploi sera l'Organe d'exécution du projet;

4. ATTENDU QUE, le Fonds a accepté d'octroyer ledit prêt à l'Emprunteur conformément aux clauses et conditions stipulées ci-après;

EN FOI DE QUOI, les parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE I

CONDITIONS GENERALES - DEFINITIONS

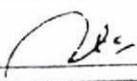
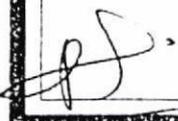
Section 1.01. Conditions Générales. Les parties au présent Accord conviennent que toutes les dispositions des Conditions Générales applicables aux Accords de prêt et aux Accords de garantie conclus par le Fonds, portant la date du 23 Novembre 1989 (ci-après dénommées "les Conditions Générales") ont la même portée et produiront les mêmes effets que si elles étaient insérées intégralement dans le présent Accord.

Section 1.02. Définitions. A moins que le contexte ne s'y oppose, chaque fois qu'ils seront utilisés dans le présent Accord, les différents termes définis dans les Conditions Générales ont la signification qui y a été indiquée.

ARTICLE II

PRET

Section 2.01. Montant. Le Fonds consent à l'Emprunteur sur ses ressources, un prêt en diverses monnaies convertibles d'un montant maximum équivalant



à deux millions d'unités de compte (2.000.000 UC)
(l'unité de compte étant définie à l'article 1,
alinéa 1 de l'Accord portant création du Fonds).

Section 2.02. Objet. Le prêt servira à financer la
totalité des coûts en devises et une partie des coûts
en monnaie locale du projet défini à l'Annexe I de
l'Accord.

Section 2.03. Affectation. Le prêt sera affecté aux
diverses catégories de dépenses du projet,
conformément à l'Annexe II de l'Accord.

ARTICLE III

REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL, COMMISSION DE SERVICE, COMMISSION D'ENGAGEMENT ET ECHEANCES

Section 3.01. Remboursement du Principal a)
L'Emprunteur remboursera le principal du prêt après
un différé d'amortissement de dix (10) ans, à compter
de la date de signature de l'Accord sur une période
de quarante (40) ans, à raison d'un pour cent (1%)
par an entre les onzième et vingtième années de
ladite période et de trois pour cent (3%) par an par
la suite.

b) Le prêt sera remboursé par des versements
semestriels et consécutifs, dont le premier sera
effectué le 1er avril ou le 1er octobre, selon celles
des deux dates qui suivra immédiatement la fin du
différé d'amortissement.

Section 3.02 Commission de service. L'Emprunteur paiera une commission de service de trois quarts (0,75 %) l'an, sur le montant du prêt décaissé et non encore remboursé, conformément aux stipulations de la Section 3.02 des Conditions Générales.

Section 3.03. Commission d'engagement. L'Emprunteur paiera une commission d'engagement de un demi de un pour cent (0,50%) l'an sur le montant du prêt non décaissé, commençant à courir quatre vingt dix (90) jours après la signature de l'Accord.

Section 3.04. Echéances. Le principal du prêt, la commission de service et la commission d'engagement prévus ci-dessus devront être versés tous les (6) mois, le 1er avril et le 1er octobre de chaque année.

ARTICLE IV

CONDITIONS PREALABLES A L'ENTREE EN VIGUEUR ET AUTRES CONDITIONS

Section 4.01. Conditions préalables à l'entrée en vigueur. L'entrée en vigueur du présent Accord, aux termes de la Section 5.01 des Conditions Générales, est également subordonnée à la réalisation par l'Emprunteur des conditions suivantes :

- 1) fournir la preuve de la création au sein du Ministère du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'emploi, de la CEP qui devra être placée sous le contrôle direct du Ministre du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion

de l'emploi. La CEP sera chargée de la coordination, de la supervision et du suivi de toutes les activités relatives au Projet ;

- 2) fournir la preuve de la mise à disposition de la CEP des locaux fonctionnels à Porto Novo ;
- 3) fournir la preuve de l'affectation auprès de la CEP du personnel requis et dont les qualifications et expériences auront été préalablement jugées acceptables par le Fonds ;
- 4) fournir la preuve de l'affectation à la Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel (" FECECAM ") de l'expert en crédit et en micro-entreprises qui doit être mis à la disposition de l'URCLAM-Ouémé et dont la qualification et l'expérience auront été préalablement jugées acceptables par le Fonds ;
- 5) fournir la preuve de l'ouverture d'un compte dans une banque commerciale à Porto-Novo au nom du projet et destiné à recevoir une partie des ressources du prêt et de la contribution du Gouvernement ;
- 6) fournir au Fonds la preuve de l'extension de la mission du Centre d'Action Régional pour le Développement Rural de l'Ouémé (CARDER-Ouémé) aux zones urbaine et péri-urbaine ;
- 7) fournir la preuve que la convention a été signée entre le CARDER et la CEP pour l'exécution des activités prévues dans le projet;



- 8) fournir la preuve de la conclusion d'un protocole d'accord entre le CARDER-Ouémé pour l'aide technique et la FECECAM.

Section 4.02 Autres conditions. Le Gouvernement devra en outre :

- 1) Retrocéder le fonds du crédit à la FECECAM au plus tard le 30 septembre 1997; le projet d'accord de retrocession devra être préalablement soumis à l'approbation du Fonds ;
- 2) fournir au Fonds six (6) mois après la prise de fonction du Coordonnateur du projet, un plan d'exécution détaillé avec des indicateurs de performance quantifiables pour chaque composante et catégorie de dépenses ;
- 3) maintenir en place le personnel cadre affecté à la CEP ; tout changement de personnel devra recueillir l'accord préalable du Fonds ;
- 4) entreprendre l'évaluation a mi-parcours du projet et soumettre à l'approbation du Fonds ladite évaluation au plus tard le 31 octobre 1999.

ARTICLE V

DECAISSEMENTS - DATE DE CLOTURE

Section 5.01. Décaissements. Le Fonds, conformément aux dispositions de l'Accord et des Conditions Générales, procédera à des décaissements en vue de couvrir les dépenses afférentes aux biens et services requis pour l'exécution du projet.

Section 5.02. Date de clôture. La date du 31 décembre 2002 ou toute autre date ultérieure qui aura été convenue entre l'Emprunteur et le Fonds, est fixée aux fins de la Section 9.01, paragraphe a (iv) des Conditions Générales.

ARTICLE VI
ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES

Section 6.01; L'Emprunteur s'engage à ce que les sommes provenant du prêt ne soient utilisées que pour l'acquisition dans les territoires des Etats participants ou Etats membres, des biens qui y sont produits ou des services en provenant (les termes "Etat participant" et "Etat Membre" étant définis à l'Article 1, alinéa 1 de l'Accord portant création du Fonds).

Section 6.02. Acquisition des biens. Les biens nécessaires à l'exécution du projet seront acquis tel que stipulé ci-après conformément aux Règles et Procédures adoptées par le Fonds le 15 Juin 1989 :

- (i) L'acquisition des véhicules, des équipements bureautiques et informatiques ainsi que du mobilier se fera par voie de cotation locale.
- (ii) L'acquisition de biens liée au crédit se fera selon les pratiques usuelles acceptables par le Fonds.

Section 6.03. Acquisition des services Les services nécessaires à l'exécution du projet seront acquis tel que stipulé ci-après, conformément aux Directives adoptées par le Fonds le 28 novembre 1986 :

- (i) Le recrutement du bureau d'études pour l'élaboration des programmes d'information, d'éducation, de communication (IEC) et de sensibilisation/mobilisation des communautés de base ainsi que celui du cabinet d'audit se fera sur la base d'une liste restreinte limitée aux consultants nationaux et régionaux ;
- (ii) Les services des Organisations non gouvernementales (ONG) locales pour les programmes de sensibilisation/mobilisation, de l'IEC, d'alphabétisation et de formation en milieu urbain et péri-urbain seront acquis sur la base de listes restreintes.
- (iii) La sensibilisation/mobilisation, l'IEC, l'alphabétisation fonctionnelle et la post alphabétisation ainsi que la coordination et supervision seront réalisées par le CARDER-Ouémé ;
- (iv) La formation en matière d'utilisation des techniques et technologies appropriées, de gestion et de développement des micro-entreprises sera assurée par le Centre de Promotion de la Femme rurale de Kouti (CPFR) et le Centre Songhaï.

ARTICLE VII
DISPOSITIONS DIVERSES

Section 7.01. Affectation exceptionnelle du prêt. Au cas où de l'avis de l'Emprunteur et du Fonds, l'exécution du projet risque d'être compromise par une situation exceptionnelle et imprévisible, le Fonds peut imputer sur le prêt un montant maximum de un pour cent (1%), soit vingt mille unités de compte (20.000 UC), afin de financer les coûts d'expertise ou de toutes mesures nécessaires pour remédier à ladite situation. Ces dépenses seront effectuées sans que l'Emprunteur ait à demander au préalable les versements correspondants, mais le Fonds notifiera instamment à l'Emprunteur le montant exact de cette affectation.

Section 7.02. Représentant autorisé. Le Ministre des Finances ou toute personne qu'il désignera par écrit sera le représentant autorisé de l'Emprunteur aux fins de la Section 14.03 des Conditions Générales.

Section 7.03. Date de l'Accord. Le présent Accord sera considéré en toutes circonstances comme conclu à la date qui figure en première page.

Section 7.04. Adresses. Les adresses suivantes sont mentionnées aux fins de la Section 14.01 des Conditions Générales.



Pour l'Emprunteur: Adresse postale :

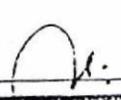
Ministère des Finances
B.P. 302 Cotonou
République du Bénin

Télex : 5009
Fax : (229) 301851

Pour le Fonds : Adresse postale :

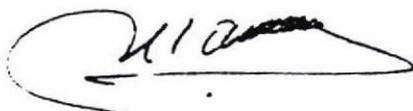
Fonds Africain de Développement
01 BP 1387
ABIDJAN 01
Côte d'Ivoire

Adresse télégraphique : AFDEV/ABIDJAN
Télex : 23717/23498
Fax : 204099



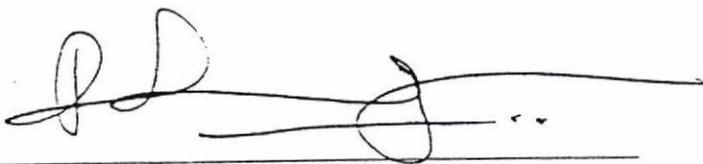
EN FOI DE QUOI, le Fonds et l'Emprunteur, agissant par l'entremise de leurs représentants autorisés respectifs, ont signé le présent Accord en deux exemplaires faisant également foi, en français.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN



AUGUSTE C. ALAVO
AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE ET PLENIPOTENTIAIRE
DE LA REPUBLIQUE DU BENIN EN COTE D'IVOIRE

POUR LE FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT



A. O. SANGOWAWA
VICE PRESIDENT

CERTIFICATE OF: 

CHEIKH IBRAHIMA FALL
SECRETAIRE GENERAL

ANNEXE I

DESCRIPTION DU PROJET

Les principales composantes du projet sont :

I. La promotion des activités économiques des femmes

i) sensibilisation et mobilisation des communautés de base sur les objectifs du projet ;

ii) mise en place d'un fonds de crédit d'environ 1.362.550 Unités de Compte ;

iii) préparation et instruction des dossiers de financement ; et suivi-encadrement des bénéficiaires et de leurs activités économiques.

II. Les programmes IEC d'alphabétisation et de développement des compétences

i) élaboration et exécution du programme d'IEC ;

ii) alphabétisation d'environ 124.000 femmes ;

iii) développement des compétences de 620 femmes adultes et 620 filles.

III. La Cellule d'Exécution du Projet

i) mise à disposition de locaux fonctionnels et du personnel requis ;

ii) acquisition de mobilier et équipements.

IV L'audit annuel du projet.

SP.

(il)

ANNEXE II

AFFECTATION DU PRET

La présente Annexe indique les catégories de dépenses à financer sur les ressources du prêt, l'affectation de ces ressources à chaque catégorie et le pourcentage de dépenses y afférent :

Monnaie (milliers UC)

<u>Catégories</u>	<u>Devises</u>	<u>Locale</u>	<u>Total</u>	<u>% coût total</u>
A. Formation	-	309,17	309,17	13,91
B. Fonds de crédit	817,53	547,02	1.362,55	61,33
C. Services	71,22	-	71,22	3,20
D. Equipements /mobilier	129,07	-	129,07	5,81
E. Fonctionnement	6,45	187,91	194,36	8,74
Imprévus physiques	20,67	49,71	70,38	3,71
Inflation	13,80	71,96	85,76	3,84
Coût total	1.058,74	1.163,77	2.222,51	100



